

0215 De la nature du SILENCE étourdissant en matière Economique

Critique du programme de François Fillon et du Président face à la crise

Monsieur Fillon veut soumettre les des activités de crédit aux règles de Bâle : Or, ces règles concernent les fonds propres réglementaires qu'une institution financière doit détenir. Nous devons constater et dire que cela ne permet en rien l'Etat d'organiser le partage citoyen qu'est l'Economie..., qui est son PREMIER devoir. François Fillon semble confondre l'Economie d'Etat avec l'économie d'entreprise QUI N'A RIEN de comparable. Au lieu d'être dans l'organisation du service aux citoyens, François Fillon est dans le « business » qui ne concerne ici QUE les entreprises/

Monsieur Fillon veut réguler les hedge funds « systémiques », c'est à dire les choix dans leur gestion des groupements d'économies privées. Là encore, ce n'est donc pas un problème Economique d'Etat qui DOIT se limiter à l'organisation du partage et précisément à réguler le recyclage Fiscal/dotation en fonction de la réalité de l'Offre et de la Demande..., et non pas en s'immiscant dans l'économie privée.

Monsieur Fillon veut harmoniser les fonds propres des banques. Cela concerne la quantité d'argent exprimée de différentes façons, que les banques doivent posséder pour accorder des prêts. Ces mesures qui sont déjà le lot des encadrements bancaires européens ne mettent pas d'argent dans les poches des désargentés et tout au mieux serviront à les endetter d'avantage . Encore un mesure qui n'a RIEN A VOIR avec l'Economie.

Monsieur Fillon veut encadrer la titrisation, c'est à dire définir à la place des organisations bancaires les formes des outils spéculatifs qu'elle doivent présenter. Ces mesures qui sont des choix d'outils commerciaux des banques ne mettent pas d'argent dans les poches des désargentés et tout au mieux serviront à limiter les règles financières du monopoly bancaire. Encore un mesure qui n'a RIEN A VOIR avec l'Economie.

Monsieur Fillon veut lutter contre la procyclicité des normes comptables, c'est à dire contre l'accentuation de leurs cycles, de leurs évolutions cycliques qui empêchent de faire des comparaisons comptables car les présentations sont différentes. Encore une fois, ces différentes présentations de comptabilités qui servent sans doute à des entreprises dont les banques à ne pas être comparées, sont du domaine commercial privé et n'ont rien à voir avec l'organisation du partage qu'est l'Economie. L'harmonie comptable peut tout au plus servir un « ordre » fiscal sur les profits qui en matière d'Economie d'Etat ne devrait pas exister à ce niveau.

Monsieur Fillon veut réguler le fonctionnement des agences de notation... Ce vœu de permettre aux spéculateurs d'y voir plus clair sur l'état réel des entreprises reste du domaine des « affaires » privées. Ce n'est toujours pas une mesure Economique de partage et ne peut pas concerner ni la justice ni le bonheur citoyen

Monsieur Nicolas Sarkozy trouve choquant de ne pas trouver les responsables des crises ni admissibles les super rémunérations ponctuelles des dirigeants de sociétés qui entrent en faillite. Ce qui est choquant c'est le manque d'argent dans les poches des citoyens ! Il est irréaliste et c'est même un barbarisme Economique que de considérer que les poches des directeurs dont le entreprises sont en faillites sont un endroit qui pourrait servir au partage

citoyen...., pour la simple raison que l'Economie d'Etat n'est pas un réseau de vases communicants mais un réseau de recyclage d'une toute petite partie de l'argent existant. S'il est un endroit qui pourrait sembler immoral, ce pourrait tout au plus être l'appropriation de la terre par quelques individus. Le 3^{ème} impôt prévu par l'Inoppression Active y répond parfaitement.

Enfin, les mesures préconisées par Jean-claude Trichet de résoudre la crise par un contrôle de la BCE sur les autorités de surveillance n'a non plus rien à voir avec l'organisation du recyclage fiscal/dotations que devrait constituer l'Economie d'Etat

CONCLUSION : Aucune mesure envisagée ne peut résoudre la crise. Seule la prise en compte de la Demande citoyenne face à l'Offre existante et à promouvoir, de la façon préconisée par l'Inoppression Active, permet de répondre **PARFAITEMENT** aux besoins.

Le système actuel avec son vieux moteur obsolète ne peut qu'implorer !

Comment se fait-il que malgré les précision irréfutables que nous avançons, personne ne veuille en tenir compte ? A part quelques spécialistes de Bercy qui savent et se taisent ou qu'on fait taire, n'y a-t-il personne d'autre que nous à comprendre ce qu'est l'Economie ?